

ASSEMBLÉE NATIONALE

9ème législature

Entreprises

Question écrite n° 4655

Texte de la question

M Francois Leotard demande a M le ministre de l'industrie et de l'amenagement du territoire de lui indiquer si le projet de transformation de la Regie Renault en societe anonyme est definitivement abandonne par le Gouvernement. Il lui rappelle a ce sujet les demandes reiterees par la Commission des communautes europeennes et souhaiterait savoir si ce refus de changement statutaire n'entrainera pas, pour notre pays, des poursuites devant la Cour europeenne.

Texte de la réponse

Reponse. - La Regie Renault est une societe industrielle qui appartient a l'Etat. Le role de celui-ci doit etre analyse en fonction de la position que tout autre actionnaire serait amene a prendre dans une societe privee. Renault, au debut des annees 1980, a enregistre des pertes considerables, atteignant jusqu'a 12 milliards de francs en 1983. Le precedent ministre de l'industrie a donc defendu aupres de la commission des communautes la necessite d'un abandon de creances supplementaires de 12 milliards de francs afin de conforter definitivement la situation de Renault ; cet amenagement etant effectue pour solde de tous comptes. En mars 1988, la commission a admis cette possibilite sous reserve que soient prises en compte notamment deux conditions essentielles : imputation des 12 milliards de francs sur le deficit fiscal reportable et changement du statut de Renault. Il apparait que la Regie Renault presente deja des caracteristiques identiques a celles communes a toutes les entreprises ; elle dispose d'une comptabilite et de commissaires aux comptes ; elle est soumise a l'impot et elle en assumera la charge des l'an prochain si ses resultats se confirment ; le Gouvernement attend d'elle qu'elle degage des benefices et il souhaite qu'elle verse des dividendes. Le statut de la Regie Renault stipule d'ailleurs « qu'elle se comporte en matiere de gestion financiere et comptable suivant les regles couramment en usage dans les societes industrielles et commerciales ». C'est dans le cadre de la stricte application de ces regles que le Gouvernement entend agir a l'avenir et que s'inscrivent les dispositions reglementaires deja prises.

Données clés

Auteur: M. Leotard Franeois

Circonscription : - Union pour la démocratie française

Type de question : Question écrite Numéro de la question : 4655 Rubrique : Automobiles et cycles

Ministère interrogé : industrie et aménagement du territoire Ministère attributaire : industrie et aménagement du territoire

Date(s) clée(s)

Question publiée le : 31 octobre 1988, page 3077